

Interlude

En guise d'introduction au prochain chapitre, je voudrais revenir sur ce que j'appelle l'histoire officielle. L'expression peut agacer, choquer, voire susciter des quiproquos. Étant moi-même un historien, spécialisé dans les domaines militaire, de la défense et de la sécurité, je n'irai évidemment pas cracher sur mes confrères, qu'ils soient compétents ou non, honnêtes ou pas. Je m'efforce de respecter les uns et les autres, sans mépris mais sans faire de cadeaux pour autant. Je dis simplement ce qu'il faut dire sur untel au moment opportun.

Et je juge de l'arbre à la qualité de ses fruits.

Ceci posé, il est indubitable qu'il existe, hélas, une histoire officielle. Napoléon aurait dit : « Qu'est-ce alors, généralement parlant, que la vérité de l'histoire ? Une fable sur laquelle on s'est mis d'accord ¹⁴⁰ ». Au siècle précédent, Claude-Adrien Helvétius, philosophe, **franc-maçon** et poète français, écrivait : « L'Histoire n'est qu'une fable convenue ¹⁴¹ », tout en attribuant cette citation, sans preuve, à l'écrivain et scientifique français Bernard Le Bouyer de Fontenelle, décédé en 1757, deux ans avant que Helvétius fasse paraître le livre où figure pareille affirmation. Pour ma part, je dirai que c'est l'histoire *officielle* qui est une fable sur laquelle profanes et chercheurs initiés se sont mis d'accord. L'histoire *réelle*, absolue, objective, existe, bien sûr, même si nous ne pouvons que l'approcher peu à peu.

Tandis que le pouvoir fait tout pour nous en empêcher.

Je peux parler de ces choses car j'ai été l'une des victimes de cette histoire officielle, acidulée, édulcorée, aseptisée à des fins d'enfumage et de propagande. L'on ne doit dire au peuple que ce qu'il a besoin de savoir. Cela ne signifie pas que tout y est faux, mais que les erreurs et les mensonges y sont légion.

Au moment où j'étais étudiant à l'université Paul Valéry (Montpellier III), travaillant sur ma thèse de doctorat consacrée

¹⁴⁰ Emmanuel de Las Cases, *Mémorial de Sainte-Hélène: Journal of the Private Life and Conversations of the Emperor Napoleon at Saint Helena*, Henry Colburn and Co, Londres, 1823, v. 4, p. 251.

¹⁴¹ Claude-Adrien Helvétius, *De l'esprit*, Durand, Paris, 1759, v. 1, p. 443.

à la Résistance dans le département de l'Hérault pendant la Seconde Guerre mondiale, j'ai été confronté à un problème que je n'avais pas vu venir : j'avais trop bien fait mon travail. Au final, mon directeur de recherche, Jean-François Muracciole, m'a brutalement abandonné, sans préavis et dans la dernière ligne droite, avec pour résultat que je n'ai jamais pu soutenir ma thèse. Connaissant pourtant mes travaux, sur le fond comme sur la forme, puisqu'il était déjà mon directeur de mémoire durant mon année de maîtrise, Muracciole m'a soudainement reproché un ton « trop indulgent envers l'État français [ou gouvernement de Vichy] et trop critique à l'encontre de la Résistance ».

Accusation volontairement floue et, du reste, fallacieuse.

J'en veux pour preuve que cette thèse de doctorat a été lue, une fois achevée, par une poignée de résistants de tous horizons politiques, religieux ou philosophiques et que je n'ai reçu de ses lecteurs aucun retour négatif. Bien au contraire. Ces travaux ont même été lus par plusieurs membres de la famille du député radical Vincent Badie, porte-parole du mouvement des quatre-vingts qui s'opposa, en 1940, à ce que des pouvoirs étendus, exceptionnels, soient accordés au maréchal Pétain, et qui, avant d'être déporté à Dachau, camp de concentration dont il est fort heureusement revenu, a œuvré activement dans la Résistance intérieure. Tout ça pour dire que si quelque chose avait choqué, concernant mon ton ou mon objectivité d'historien, ces gens, qui ont défié les nazis, n'auraient pas manqué de me le faire savoir.

Mais le souci le plus important ne réside pas là, en fait.

Ce qui est grave, ce n'est pas tant qu'un professeur ruine ma carrière dans l'enseignement ou la recherche universitaire. Non, ce qui est terrible, c'est qu'un historien brillant vous dise à mots à peine couverts qu'il existe une façon adéquate, normale, normée, de parler de Vichy et de la Résistance française. Que l'on peut être indulgent envers le premier et critique à l'encontre du second, mais pas *trop*. J'étais sans doute naïf, me direz-vous, mais je pensais qu'être historien, c'était demeurer objectif, pas satisfaire au politiquement correct ou régurgiter quelque fable convenue. Je savais qu'on ne pouvait pas dire n'importe quoi, et c'est fort logique, mais je croyais sincèrement que dire la vérité, toute la vérité, rien que la vérité, constituait ce qui était demandé à tout historien digne de ce nom. Malheureusement, j'avais tort.

Car qui a été mandé pour définir ce « trop », au juste ? À partir de quel moment considère-t-on qu'un chercheur a franchi

la ligne jaune ? Qui l'a tracée, pourquoi et sur quels critères ? Bien entendu, poser ce genre de question ne vous mènera nulle part. Je l'ai fait et personne n'a su quoi me répondre.

Dire la vérité, ici, est absolument exclu.

Parce qu'il faudrait qu'un homme tel que Jean-François Muracciole, ou n'importe quel autre historien dans sa situation, reconnaisse qu'il existe une histoire officielle et que cet individu figure l'un des agents propagateurs de cette fable sur laquelle tous ou presque se sont mis d'accord. Personne ne veut admettre cela, à tout le moins pas en présence de profanes.

Ainsi, j'appelle historien officiel, celui qui sacrifie à la vulgate que constitue désormais l'histoire enseignée, s'en fait le promoteur, qu'il en soit conscient ou pas, qu'il le fasse sans percevoir de salaire ou, à l'opposé, en étant stipendié.

J'ai eu aussi un enseignant, l'année de l'obtention de mon master, en 2004, encore plus doué que Muracciole, le professeur Jules Maurin, un homme brillant. *Vraiment* brillant. Un jour, je ne saurais dire lequel, exactement, il s'est adressé à la salle de cours où je me trouvais, de même qu'une petite quarantaine d'étudiants. Maurin était proche de la retraite et s'inquiétait car, il nous l'apprit à cette occasion, après lui, tous nos maîtres de conférences et nos professeurs appartiendraient à au moins l'un des trois lobbys, ou groupes de pression, qui régentaient la vie de l'université Paul Valéry depuis tant d'années, à savoir : les grandes écoles, les proches du maire ¹⁴² et la **franc-maçonnerie**. Autrement dit, tous ces enseignants venaient d'une grande école, étaient des amis de Frêche ou des francs-maçons.

Certains cumulent deux casquettes, voire les trois.

Et si Jules Maurin était maintenant le seul, c'était parce qu'un autre professeur, Gérard Cholvy, avec qui il était ami, était à la retraite depuis peu. Maurin nous confia que c'était là une situation inadmissible pour une université publique, qui plus

¹⁴² Le controversé Georges Frêche, qui eut l'indélicatesse, en public et devant des représentants de la communauté juive montpelliéraine, d'évoquer un quasi secret d'État – la judéité de Nicolas Sarkozy – en déclarant : « Et je suis ravi que, pour la première fois, la France ait élu au suffrage universel direct... ce sera mon bonheur, dans mon malheur... ait élu un juif président de la République ». Ce qui suscitera les applaudissements des juifs présents, qui connaissaient ce secret. (24 juin 2007, parc Grammont, à Montpellier.)

est dans un pays censé être une république et une démocratie. Le problème ne datait d'ailleurs pas d'hier. Cet enseignant nous apprit que lorsqu'il dirigeait l'université Paul Valéry, de 1990 à 1995, me semble-t-il, il s'aperçut, y compris par la suite, que les nominations des maîtres de conférences se faisaient au gré des rapports de force entre ces trois groupes de pression, ajoutant que plusieurs de nos professeurs avaient été ainsi cooptés pour des raisons qui n'avaient pas grand-chose à voir avec leurs compétences. Jules Maurin en avait été durablement écœuré.

Nous autres étudiants étions évidemment abasourdis.

Il ne nous a jamais précisé qui appartenait à quel lobby, mais les plus perspicaces d'entre nous avaient leur petite idée sur la question. J'ignore si Jean-François Muracciole appartenait à la franc-maçonnerie, mais c'est ce que deux de ses collègues racontaient. Ce qui est sûr, c'est qu'il est passé par l'École normale supérieure de Saint-Cloud mais surtout par l'Institut d'études politiques (**IEP**) de Paris, que j'ai moi-même identifié comme une pépinière de serviteurs zélés de l'État visible *et* invisible. C'est pourquoi, avec le recul, je ne peux m'empêcher de penser que j'ai peut-être alors compté parmi les milliers de Français qui, un jour ou l'autre, se retrouvent, sans le savoir, avec, en face d'eux, un type à qui la loge maçonnique ou le groupe de pression ¹⁴³ auquel il appartient a donné un ordre.

Celui, en l'occurrence, de vous sortir brutalement du jeu.

Pour mon cas personnel, mon « ton », jugé pas assez lisse, consensuel, politiquement correct, malgré le fait que tout ce que j'avais dit était sourcé, mon ton, disais-je, ne semble pas être la seule raison qui a poussé Muracciole à m'abandonner en chemin sans explication valable. Bien des années après, je me suis rendu compte que ma thèse de doctorat contenait une information qui, bien que d'apparence banale, permettait, en creusant un peu, de résoudre un grand mystère de l'histoire contemporaine de notre pays. Le genre de révélation qui pourrait occasionner un très gros scandale, du genre de ceux dont la presse s'émue pendant des mois. L'un des protagonistes a d'ailleurs pris du galon, c'est le moins que l'on puisse dire, depuis que j'ai fini mes études.

¹⁴³ Le terme « lobby », synonyme de « groupe de pression », vient d'ailleurs de l'anglais « *lobby* », apparenté à « *lodge* », ou « loge », comme dans « loge **maçonnique** ». Il n'y a pas de hasard. Le mot dérive enfin du latin médiéval « *laubia* », ou « *lobia* », qui signifie « galerie, portique ».

Et je possède des documents qui prouvent son implication.

C'est ici un fait qui intéresse directement notre sujet. Ce que les services de renseignement doivent à tout prix protéger, ce ne sont pas les grands secrets mais les petits. Ceux qui, une fois découverts, permettent de comprendre les autres. Comme une pièce insignifiante d'un puzzle permet parfois, d'un coup, de saisir à quoi ressemble l'image complète de ce dernier.

Il m'a beaucoup été confié par des anciens combattants volontaires de la Résistance, car j'inspirais, à raison, confiance et sympathie. J'ai beaucoup d'admiration pour ces hommes, et ces femmes aussi, qui ont risqué et parfois payé de leur vie pour m'assurer un avenir meilleur, moi qui n'étais pas là, à cette époque. L'un d'entre eux, l'**avocat** Jacques Lafont, fut déporté pendant vingt mois au camp de concentration de Buchenwald, avant d'être élu bâtonnier, peu après son retour à Montpellier, poursuivant une remarquable carrière. Son fils, François, le pressait d'écrire ses mémoires mais Lafont s'y refusait. Pour quelle raison ? Eh bien parce qu'il aurait été, soit contraint de mentir par omission, soit de dire la vérité et provoquer, tantôt des incidents, tantôt des évènements autrement plus graves.

Cet ancien résistant m'a ainsi révélé plusieurs secrets vécus, entendus et découverts au cours de sa longue existence, dont au moins un, lié à la Seconde Guerre mondiale, est de nature à provoquer immédiatement, selon ses propres mots, une « crise diplomatique majeure » en Europe et ailleurs. Joignant le geste à la parole, Jacques Lafont m'a montré des documents prouvant ses dires et m'a fait jurer de ne jamais en parler dans l'espace public avant son décès. N'ayant qu'une parole, je me suis acquitté de cette promesse sans aucune difficulté. Homme d'honneur, il est décédé le 1^{er} août 2005, aussi je suis libéré de mon engagement. Conscient que détenir de tels secrets était dangereux, j'ai naturellement pris mes précautions. Je n'en dirai pas plus. Les initiés savent exactement à quoi je fais allusion.

Écrivant ce livre qui contient son lot de révélations et va à contre-courant de ce que les membres de l'État invisible veulent, c'est-à-dire contenir la curiosité des profanes et les maintenir à l'écart de la vérité, j'imagine que mon audace ne sera pas sans susciter quelque polémique, accusation mensongère et autre tir de barrage de la part de structures qui ont tous les moyens à leur disposition pour écraser un chercheur tel que moi. J'espère

vraiment, sincèrement, que ces gens ne me pousseront pas à utiliser ce savoir tel d'une arme de représailles. Car si je sais peu de choses, finalement, ce que je sais est explosif, et je peux même le prouver. Et je ne suis pas le seul. Il en va ainsi de celles et ceux que j'ai dû mettre à mon tour dans la confiance.

Face à un adversaire déloyal, on se défend comme on peut. Parfois, l'ennemi ne vous laisse simplement pas d'autre choix.

En conclusion, j'ajouterai ceci. De même qu'il y a un État et des institutions, les uns visibles, les autres invisibles, nous pouvons parler d'une science, elle aussi visible *et* invisible.

La science invisible, c'est la somme des connaissances qui, de tout temps, furent dissimulées en premier lieu au peuple profane. Mais attention, ce n'est surtout pas la pseudo science teintée d'ésotérisme qui est servie aux naïfs dans les loges maçonniques pour flatter leur égo, pour qu'ils se sentent, en somme, spéciaux, privilégiés, uniques en leur genre. Non, je parle ici de la science secrète détenue par les véritables maîtres de la franc-maçonnerie, en particulier, et de l'État invisible, en général. Ces connaissances là sont bien plus certaines que les mensonges cohérents servis aux membres des grades inférieurs de ces structures clandestines, ou les banalités opérantes, elles, abandonnées aux profanes tels les restes d'un repas aux chiens de la maisonnée. Toutefois, cette science n'est pas parfaite.

Elle contient aussi son lot d'erreurs grossières, fatales.

N'étant pas un initié, je ne suis qu'un profane perspicace. En cette qualité, je me dois parfois, malgré mes appréhensions et mes doutes, de suivre les chemins balisés de l'histoire officielle, de l'archéologie officielle et de la paléanthropologie officielle. C'est ce que nous allons faire au chapitre suivant, en gardant à l'esprit que ceux qui dominent les débats dans chacune de ces sciences sont souvent des serviteurs de l'État invisible.